



Bulletin du CERFAM

Octobre 2020—Numéro 5

L'alimentation scolaire : un investissement pour la Faim Zéro en Afrique

“L'alimentation scolaire locale est une priorité absolue pour la Commission de l'Union Africaine sur le continent. Nous, chefs d'État et de gouvernement de l'Union Africaine, reconnaissons la contribution de l'alimentation scolaire et son immense valeur pour améliorer les résultats en matière d'éducation, d'agriculture, de santé, de nutrition et de développement local”.

La Commission de l'Union Africaine (CUA)



EDITORIAL

Chers lecteurs,

La pandémie du coronavirus a exacerbé les fragilités existantes affectées par le changement climatique, les conflits, les carences systémiques et structurelles, et souligne les disparités économiques et sociales à travers le monde, affectant de manière disproportionnée les populations les plus vulnérables. Les crises sanitaire et alimentaire qui en ont résulté ont mis en lumière l'importance des programmes d'alimentation scolaire pour les enfants, leurs familles et les groupes et communautés vulnérables qui connaissent déjà la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la malnutrition.

Les gouvernements africains investissent de plus en plus dans les programmes d'alimentation scolaire basée sur la production locale (HGSF), considérés comme un outil efficace et efficient pour éradiquer la faim et la malnutrition, et contribuer au développement du capital humain. Les programmes HGSF sont basés sur un modèle de repas scolaires consistant en des aliments sains, diversifiés et nutritifs, produits localement par de petits agriculteurs. Ce modèle est une priorité absolue pour les soutiens de l'Union Africaine pour offrir une vaste gamme d'avantages et d'opportunités pour l'éducation, la nutrition, la santé, la protection sociale et le développement local (pages 3-4).

Le HGSF, qui promeut des chaînes de valeur inclusives et durables tenant compte de la nutrition, est également au cœur du travail du PAM dans ses efforts pour lutter contre la faim tout en contribuant à la cohésion sociale et à la paix dans le monde. Le PAM et ses Centres d'Excellence, ainsi que ses partenaires, sont des acteurs actifs dans la mise en œuvre et la facilitation du HGSF par de nombreux pays afin de garantir qu'aucun enfant ne soit à l'école le ventre vide (page 6). Le Centre d'Excellence du PAM au Brésil a été un pionnier dans le développement de partenariats productifs avec les pays africains au cours des 9 dernières années dans les domaines des politiques et

des programmes d'alimentation scolaire (page 5). Le HGSF est un domaine prioritaire pour l'engagement et l'appui du PAM CERFAM aux gouvernements africains pour mettre en œuvre des solutions et des politiques innovantes ainsi que des programmes durables de lutte contre la faim et la malnutrition à travers le renforcement des capacités des pays et la Coopération Sud-Sud. Le CERFAM et le Bureau du PAM au Tchad ont mené une [Analyse du paysage](#) (document disponible uniquement en anglais) pour fournir aux pays et aux décideurs une cartographie actuelle des HGSF en Afrique de l'Ouest et du Centre (page 7). L'analyse montre les défis et les opportunités et fournit des recommandations pour exploiter les bonnes pratiques et les leçons apprises dans la chaîne de valeur des programmes d'alimentation scolaire idéaux pour l'expansion et la mise à l'échelle du HGSF.

En Côte d'Ivoire, le PAM, le CERFAM et la Banque Alimentaire de Côte d'Ivoire conjuguent leurs efforts pour renforcer l'accès des populations vulnérables, y compris les enfants, à une alimentation saine et nutritive grâce à une aide alimentaire cruciale pendant la pandémie de COVID-19. Ce partenariat vise également à promouvoir les économies locales en aidant les agriculteurs à augmenter leur production, à vendre leurs produits aux écoles et à réduire les pertes alimentaires (page 11). Lorsque les écoles ont été fermées pour empêcher la propagation du COVID-19, l'action du PAM dans le nord de la Côte d'Ivoire a empêché les enfants de souffrir de la faim, en continuant à recevoir des repas scolaires. Plus de 125 000 enfants ont bénéficié des programmes d'éducation alimentaire du PAM McGovern Dole (MGD) (page 10).

Les pages 8-9 de ce numéro présentent une interview de deux experts de la Global Child Nutrition Foundation (GCNF) et de l'International Food Policy Research Institute (IFPRI) impliqués dans la recherche et la mise en œuvre des programmes HGSF. Les experts présentent les principaux défis qui empêchent les pays d'améliorer et d'élargir les programmes en Afrique, ainsi que leur impact potentiel sur l'éducation, la nutrition et le développement local.

Bonne lecture!

À lire dans ce numéro...

- L'Union Africaine et l'alimentation scolaire basée sur la production locale (HGSF). **Pages 4-5**
- Neuf années de partenariat entre le Centre d'Excellence du PAM au Brésil et les pays africains. **Page 6**
- La nouvelle stratégie HGSF du PAM. **Page 7**
- La note d'orientation du CERFAM sur le HGSF. **Page 8**
- Un entretien avec des experts sur les défis et l'impact du HGSF. **Pages 9 –10**
- Le programme d'assistance du PAM en Côte d'Ivoire aux écoliers durant la COVID-19. **Page 11**
- La signature d'un partenariat entre le PAM, le CERFAM et la BACI pour la promotion de la sécurité alimentaire. **Page 12**

À découvrir...

- Les publications du CERFAM. **Page 13**



À propos du CERFAM

Le CERFAM facilite et mobilise une expertise de haut niveau, promeut des solutions contre la faim et la nutrition, à travers des pratiques éprouvées, des approches innovantes et des réseaux et communautés de pratique pionniers reliant les parties prenantes nationales, régionales et internationales.

Le CERFAM a développé ses cadres normatifs, ancrés sur son Plan stratégique 2020-2024, pour définir une planification, une conception, une mise en œuvre et un suivi et évaluation efficaces et efficients; ce sont: le Cadre de partenariat stratégique 2020-2022 (SPF), la Stratégie de communication et de plaidoyer (CAS), le modèle de financement et le cadre de suivi et d'évaluation (brochures à découvrir à la page 12).

Malgré la pandémie de la COVID-19 qui a limité la participation et l'organisation d'événements et de missions sur le terrain, le CERFAM a de plus en plus renforcé en 2020, son positionnement, son engagement et ses ressources à travers la mise en œuvre d'actions concrètes sur le terrain telles que l'appui au dialogue politique, l'identification, l'analyse de la documentation et la diffusion des bonnes pratiques, qui peuvent être soumises via sa plateforme d'échange des connaissances (KEPT) : <https://kept.coe.civ.wfp.org/>

L'offre de services du CERFAM



Soutenir la promotion des bonnes pratiques

Plateforme d'échanges qui identifie, documente et diffuse les bonnes pratiques et les leçons apprises pour lutter contre la faim.



Contribuer au pays

Un catalyseur qui facilite le dialogue politique et l'assistance technique à travers la mobilisation d'expertise pour la mise en œuvre de bonnes pratiques contre la faim et la malnutrition à travers la Coopération Sud-Sud



L'UNION AFRICAINE (UA) ET L'ALIMENTATION SCOLAIRE BASÉE SUR LA PRODUCTION LOCALE (HGSF)

Les programmes d'alimentation scolaire basée sur la production locale (HGSF) contribuent directement ou indirectement à la réalisation des aspirations 1, 3 et 7 de l'Agenda 2063 ; et ajoute de la valeur pour la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) liés à la pauvreté (**ODD 1**), à la faim (**ODD 2**), à la santé (**ODD 3**), à l'éducation (**ODD 4**), à l'égalité des sexes (**ODD 5**), à la croissance économique (**ODD 8**), à la réduction des inégalités (**ODD 10**) et au renforcement des partenariats (**ODD 17**). Dans le but de *créer* un nouveau citoyen africain qui sera un agent de changement efficace pour le développement durable du continent tel qu'envisagé par l'UA et son Agenda 2063, la Commission de l'Union Africaine (CUA) a développé une stratégie continentale d'éducation globale sur dix ans pour l'Afrique (CESA 16-25).

La stratégie CESA est conçue pour être mise en œuvre par le biais de la coalition des parties prenantes conformément à l'UA (décision du sommet de juillet 2014), en veillant à ce que chaque partie prenante ait une place et un rôle. De nombreux pays africains ont mis en œuvre avec succès des programmes d'alimentation scolaire aux niveaux national et sous-national. Certains d'entre eux sont déjà devenus des programmes HGSF. Constatant cette expansion rapide des programmes d'alimentation scolaire sur le continent, l'UA, guidée par son commissaire aux ressources humaines, à la science et à la technologie, a **intensifié son soutien aux États membres** dans la conception et la mise en œuvre de programmes nationaux HGSF innovants.

HGSF, une priorité absolue pour la Commission de l'Union africaine sur le continent

Les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine ont adopté la décision de la Conférence de l'UA en

janvier 2016, **reconnaissant la contribution de l'alimentation scolaire au développement des ressources humaines en Afrique**, ajoutant ainsi de la valeur à la réalisation de l'Agenda 2063, du CESA 16-25 et les efforts pour récolter les dividendes démographiques.

De plus, le HGSF est clairement reflété dans la Stratégie régionale de nutrition 2025 et dans la Déclaration de l'UA PDDAA / Malabo sur la croissance agricole accélérée et la transformation pour une prospérité partagée. La décision de 2016, reconnaissant la valeur particulière de l'alimentation scolaire basée sur la production locale (HGSF), a appelé, entre autres :

- 1) La reconnaissance de l'immense valeur de HGSF dans l'amélioration des résultats en matière d'éducation, d'agriculture, de santé, de nutrition et de développement local ;**
- 2) L'institution d'une journée africaine de l'alimentation scolaire le 1^{er} mars de chaque année à partir de 2016;**
- 3) La mise en place d'un comité technique multidisciplinaire d'experts africains**, sous la présidence de la Commission de l'Union Africaine et avec l'appui d'institutions telles que le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et le Centre d'Excellence contre la Faim ;
- 4) La réalisation d'une étude générale sur la pertinence et l'impact de l'alimentation scolaire** dans les Etats membres ;
- 5) Demande que la Commission fasse régulièrement rapport sur la mise en œuvre de la décision 589 XXVI à l'Assemblée par l'intermédiaire du Conseil exécutif ;**
- 6) Invite les autres États membres à tirer des enseignements et à adapter les leçons des responsables de l'alimentation scolaire pour améliorer l'accès et le maintien des enfants à l'école.**

Ces décisions sont mises en œuvre par l'UA en partenariat avec les principales parties prenantes, dont le Centre d'Excellence Régional contre la Faim et la Malnutrition (CERFAM). Les programmes HGSF gagnent du terrain, car ils visent à **promouvoir le développement économique local** et la transformation et **l'amélioration de la chaîne de valeur** (transformation agricole) en établissant des liens entre la demande alimentaire du programme d'alimentation scolaire et l'offre de produits alimentaires cultivés localement. En réponse à la popularité croissante des programmes d'alimentation scolaire à travers l'Afrique, et visant à soutenir les jeunes dans le cadre du thème 2017 de l'UA : *Exploiter le dividende démographique grâce aux investissements dans la jeunesse*, l'UA a intensifié son soutien aux États membres dans la conception et la mise en œuvre de programmes nationaux d'alimentation scolaire.

En tant que moyen de lier l'Agenda 2063 et les ODD, et de fournir un cadre stratégique pour l'éducation, la stratégie CESA 16-25 sert de cadre régional d'opérationnalisation pour l'ODD 4 (assurer une éducation de qualité inclusive et équitable et promouvoir des opportunités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous). Dans le cadre d'un ensemble de principes directeurs, de piliers et d'objectifs stratégiques pour les États membres, la stratégie CESA 16-25 identifie certaines initiatives déjà en place sur le continent comme étant vitales pour l'amélioration de l'éducation et de la formation. En particulier, pour atteindre l'objectif stratégique de CESA (construire, réhabiliter, préserver les infrastructures éducatives et développer des politiques qui garantissent un environnement d'apprentissage permanent, sain et propice dans tous les sous-secteurs et pour tous, afin d'améliorer l'accès à une éducation de qualité), **l'UA identifie le renforcement de l'alimentation scolaire comme un point critique.**

À cette fin, la Coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST) est devenue un outil permettant de relier les initiatives de développement aux programmes de développement internationaux, continentaux et nationaux. Cette modalité de coopération facilite les connexions et les réseaux pour apprendre des expériences réussies et des meilleures pratiques de la Coopération mondiale Sud-Sud afin d'optimiser les progrès socio-politiques locaux. L'UA, le PAM et le CERFAM - qui est un **pôle régional d'échanges et de référence pour la diffusion des**

bonnes pratiques liées à la conception et à la mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire, ont établi des partenariats dans le cadre du groupe CESA-HGSF pour générer et diffuser des connaissances, fournir une assistance technique et renforcer les politiques nationales dans divers secteurs, notamment **l'éducation, la nutrition, la santé, l'agriculture et le développement local**, sur le continent africain.

Par conséquent, la nécessité de mobiliser l'excellence et les ressources financières nationales et de tirer parti du soutien et de la collaboration externes est essentielle pour libérer le potentiel des jeunes dans les écoles. Aussi, les partenariats stratégiques et la collaboration aux niveaux bilatéral et multilatéral sont essentiels pour résoudre conjointement les défis mondiaux. Nous devons **forger des partenariats solides, motivés** par nos valeurs communes et nos objectifs politiques, et avoir un impact sur le terrain. Plus important encore, il est impératif **d'investir davantage de ressources locales dans le développement de l'alimentation scolaire basée sur la production locale**, pour renforcer **l'autosuffisance et la résilience à long terme**. À cette fin, il est très important de renforcer le cluster UA-CESA-HGSF dans l'opérationnalisation de la décision 589 XXVI de la Conférence.

Article rédigé par la Commission de l'Union africaine (CUA)



Les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine reconnaissent la contribution de l'alimentation scolaire au développement des ressources humaines en Afrique.



LE CENTRE D'EXCELLENCE DU PAM AU BRÉSIL ET LE CONTINENT AFRICAÏN: 9 ANS DE PARTENARIAT FRUCTUEUX DANS L'ALIMENTATION SCOLAIRE

Depuis 2011, le Centre d'Excellence du PAM contre la Faim au Brésil (Centre du PAM au Brésil) travaille avec plusieurs pays africains pour accroître leur intérêt pour les programmes d'alimentation scolaire, de nutrition et de sécurité alimentaire, pour favoriser les discussions et les échanges politiques, appuyer le développement des politiques et programmes, et fournir des conseils et l'assistance technique pour atteindre la Faim Zéro. Les principales réalisations comprennent:

- **Accueillir plusieurs visites d'étude de haut niveau** des États membres de l'Union Africaine (UA) et de l'UA elle-même;
- **Tisser des partenariats** dans le cadre de l'initiative *Purchase from Africans for Africa* (PAA Afrique) en Éthiopie, au Malawi, au Mozambique, au Niger et au Sénégal pour construire une voie commune pour inclure les petits exploitants agricoles dans les systèmes de passation des marchés publics et renforcer les achats locaux de produits alimentaires;
- **Soutenir la mise en place du Réseau panafricain d'alimentation scolaire** (REPANS), y compris le lancement d'une plateforme de connaissances en ligne pour améliorer les politiques d'alimentation scolaire;
- **Organiser et faciliter les événements, les consultations et ateliers régionaux et internationaux de haut niveau en Afrique** pour renforcer le plaidoyer pour la Coopération Sud-Sud, la Faim Zéro et l'alimentation scolaire;
- **Soutenir l'élaboration de programmes, de politiques et de législations** et l'analyses des coûts-avantages.
- **Soutenir le développement et la validation des cadres d'alimentation scolaire** et la mobilisation des ressources au Togo, au Bénin, au Kenya et en Gambie.

Parmi les autres pays bénéficiaires figurent le Mozambique, le Kenya, le Togo, le Rwanda, le Malawi, la République de Guinée, le Niger, le Ghana, le Libéria, l'Ouganda, le Zimbabwe, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Lesotho, le Burundi, le Soudan du Sud, la Guinée-Bissau, le Burkina Faso, Cameroun et Sao Tomé-et-Principe.

Les efforts de plaidoyer fructueux au sein de l'UA ont conduit à l'inclusion de programmes d'alimentation scolaire locaux dans la Stratégie continentale d'éducation pour l'Afrique 2016-2025 (CESA 16-25) et à l'adoption d'une résolution visant à accroître l'engagement des États membres envers l'alimentation scolaire.

Cette résolution formelle a fixé le 1^{er} mars comme étant la Journée africaine de l'alimentation scolaire et a établi un Comité multidisciplinaire d'experts africains sur l'alimentation scolaire, qui a ensuite été transformé en groupes thématiques pour mettre en œuvre les objectifs de la CESA. Le Centre du PAM au Brésil a fourni un soutien technique et financier à toutes ces initiatives depuis 2015 et, en 2019, a fourni un ensemble de données factuelles permettant à l'UA de s'approprier et de mettre en œuvre un Cluster d'alimentation scolaire continental.

Les efforts de plaidoyer fructueux du Centre d'Excellence du PAM au Brésil ont également inspiré la Côte d'Ivoire, soutenant le pays dans la planification et le lancement du CERFAM.

En s'engageant et en travaillant ensemble, le Centre d'Excellence du PAM au Brésil, les gouvernements et les partenaires entendent **contribuer à garantir que les systèmes alimentaires fournissent des aliments adéquats, sûrs et nutritifs pour tous**, en renforçant les liens avec les politiques, stratégies, systèmes et interventions durables de protection sociale et de nutrition.

Article rédigé par le Centre d'Excellence du PAM contre la Faim au Brésil





©WFP

TIRER PARTI DES PROGRAMMES D'ALIMENTATION SCOLAIRE DURABLES POUR ATTEINDRE LES PRIORITÉS CONTINENTALES

Pourquoi les programmes d'alimentation scolaire sont-ils importants ?

“ Les programmes d'alimentation scolaire changent la vie en Afrique – des millions de personnes, en particulier les filles, ont un accès régulier à l'éducation et à des repas nutritifs, grâce aux gouvernements nationaux dont l'engagement est soutenu par l'Union africaine ”.

Carmen Burbano, Directrice des programmes d'alimentation scolaire, PAM

Assurer l'accès des écoliers à des aliments adéquats, sains, sûrs et nutritifs est au cœur de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine (UA). Les programmes d'alimentation scolaire basée sur la production locale, en particulier, ont gagné du terrain à travers le continent au cours des dernières décennies. La reconnaissance des avantages transformateurs de ces programmes sur l'éducation, la nutrition, l'économie locale, la santé, l'égalité des sexes et le capital humain se reflète dans la Déclaration des chefs d'État de l'UA de 2016 et dans les principaux stratégies et cadres sectoriels continentaux. On cite notamment la stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique, de l'Union Africaine (CESA 16-25), la Stratégie régionale de la nutrition (2015 – 2025) et la Déclaration de Malabo. Lancé en 2017, le cluster alimentation scolaire de l'UA a réitéré l'engagement continental en faveur de l'alimentation scolaire basée sur la production locale. Il vise à promouvoir les résultats scolaires en promouvant la santé des écoliers, renforçant la coordination, les partenariats et le plaidoyer, tout en facilitant la diffusion des connaissances pertinentes et des bonnes pratiques.

Comment les gouvernements et les partenaires abordent-ils les programmes d'alimentation scolaire ?

Un nombre croissant de gouvernements africains soutenus par les partenaires ont priorisé les

investissements dans l'alimentation scolaire pour lutter contre la faim et la malnutrition. Des initiatives marquantes telles que la Stratégie d'alimentation scolaire du PAM (2020-2030) renforcent l'élan et appuient la mise en œuvre des priorités et des objectifs de l'UA. Les interventions des partenaires au développement comprennent l'assistance directe, l'assistance technique, le renforcement des capacités et la Coopération Sud-Sud afin de maximiser l'impact de manière durable.

Comment le CERFAM accompagnera-il ces initiatives ?

Le CERFAM en tant que catalyseur de bonnes pratiques et des solutions innovantes pour la faim zéro en Afrique est bien placé pour jouer un rôle clé pour soutenir l'agenda de l'alimentation scolaire privilégiant les domaines suivants :

- **Tirer parti de la Coopération Sud-Sud et renforcer** les capacités pour permettre aux gouvernements et institutions d'accéder à des innovations axées sur l'impact et à de bonnes pratiques éprouvées sur le terrain ;
- **Soutenir l'identification et la documentation des bonnes pratiques, leçons apprises et des expériences** entre les pays générées ou adaptées au contexte africain ;
- **Renforcer les systèmes de génération d'évidences**, de planification, suivi et évaluation afin de renforcer la responsabilisation et éclairer la prise de décisions ;
- **Promouvoir le dialogue politique** pour catalyser l'engagement politique de haut niveau ;
- **Plaider en faveur d'investissements accrus** et de l'appropriation des programmes dirigés par le gouvernement, notamment à travers la Journée africaine de l'alimentation scolaire ;
- **Soutenir les mécanismes de consultation/ coordinations multisectorielles** notamment le cluster alimentation scolaire afin de renforcer les synergies.

Ces interventions seront poursuivies à travers des partenariats complémentaires, tout en renforçant le leadership des gouvernements pour assurer l'appropriation et la durabilité.



LA POLITIQUE DU CERFAM SUR L'ALIMENTATION SCOLAIRE BASÉE SUR LA PRODUCTION LOCALE

Les échanges Sud-Sud sont essentiels pour engager les gouvernements des pays en développement, confrontés à des défis similaires, à apprendre, échanger des idées et des solutions innovantes pour contribuer au développement durable. À cette fin, le CERFAM publie **une analyse pour fournir aux pays et aux décideurs des résultats et une analyse cartographique du paysage actuel de l'alimentation scolaire basée sur la production locale (HGSF) dans la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre**. Le document met en évidence les défis et opportunités communs actuels et fournit des recommandations de bonnes pratiques au sein de la chaîne de valeur HGSF idéale qui peuvent être reproduites.

Le document de politique définit l'état actuel dans la région en présentant les résultats du paysage réel à travers les trois étapes principales de la chaîne de valeur HGSF (**planification, production et consommation**), puis en décrivant les défis et les opportunités auxquels les décideurs sont confrontés. Il conclut en formulant des recommandations pour l'intensification du HGSF dans la région dans les domaines de la **reproductibilité, de la faisabilité, de la durabilité et de l'expansion**.

L'analyse suggère que les programmes HGSF peuvent apporter de multiples avantages aux pays et peuvent jouer un rôle important dans l'élimination de la faim et la malnutrition. Pourtant, des recherches supplémentaires sont nécessaires pour étendre la génération factuelle des impacts du HGSF et étudier comment les pays peuvent en tirer parti pour une meilleure conception et une meilleure mise en œuvre. Des investissements soutenus pour renforcer les capacités nationales sont également essentiels pour poursuivre et mettre en œuvre un **modèle HGSF réussi et durable**.

Des ressources stables et continues sont au cœur des exigences des programmes HGSF, qui devraient être considérés comme des investissements dans le pays ainsi que dans sa future génération, en soutenant un développement solide du capital humain, plutôt que des dépenses.

Le dossier présente des recommandations pour chaque critère détaillé dans la méthodologie. Dans le cadre de la **reproductibilité**, les recommandations sont axées sur la façon de renforcer les capacités et de créer des recherches et des preuves pour des programmes plus complets pour relever les défis identifiés. Les critères de **durabilité** et de **mise à l'échelle** se concentrent sur le besoin de ressources financières concrètes et stables et de politiques gouvernementales bien définies pour soutenir l'expansion du HGSF.

Enfin, les recommandations de **faisabilité** sont axées sur la création d'une participation communautaire meilleure et durable et une production accrue à grande échelle avec tous les acteurs. À travers ces recommandations et un aperçu général de l'aménagement paysager actuel, la note donne aux décideurs une compréhension claire des avantages d'investir dans le HGSF tout en permettant aux pays d'examiner le modèle qui correspond le mieux à leur contexte national et à leur réalité.

Les programmes HGSF sont une excellente opportunité pour les pays dans de nombreux domaines (**éducation, santé, protection sociale, agriculture**) et jouent un rôle important dans l'élimination de la faim et de la malnutrition.

Article rédigé avec la collaboration de Levke RICKMERS du bureau du PAM au Tchad



Cliquez sur le lien pour lire le document: [CERFAM Policy Brief on HGSF](#)
(document disponible en anglais)

MIEUX COMPRENDRE LES DÉFIS ET IMPACTS DES PROGRAMMES D'ALIMENTATION SCOLAIRE BASÉE SUR LA PRODUCTION LOCALE (HGSF) EN AFRIQUE

Les programmes d'alimentation scolaire basée sur la production locale (HGSF) sont une stratégie clé pour les gouvernements pour améliorer leur économie locale et leurs indicateurs scolaires. Bien que ces programmes soient très populaires en Afrique, la plupart des pays sont encore confrontés à des défis pour les étendre et les rendre durables. En plus, les preuves sur les avantages et les impacts positifs de ces programmes sur les communautés ne sont pas expressives, ce qui peut contribuer au peu de documentation sur les bonnes pratiques en matière de HGSF en Afrique. Arlene et Aulo, engagés dans la recherche et la mise en œuvre de programmes HGSF présentent les principaux défis qui empêchent les pays d'améliorer et d'étendre ces programmes en Afrique, ainsi que l'impact potentiel de ces programmes sur l'éducation, la nutrition et le développement local.



Arlene Mitchell est la directrice exécutive de la "Global Child Nutrition Foundation" (GCNF), qui travaille avec des partenaires pour s'assurer que les écoliers du monde entier disposent localement de repas nutritifs. Parmi ses nombreuses activités, Arlene a dirigé les programmes d'alimentation scolaire du PAM de 2000 à 2005, Arlene a travaillé dans les programmes de développement

agricole de la Fondation Bill & Melinda Gates (2008-2013) et du Programme alimentaire mondial des Nations Unies (1997-2007). Arlene dirige actuellement l'enquête mondiale du GCNF sur les programmes de cantines scolaires.



Aulo Gelli est chercheur principal à la Division de la pauvreté, de la santé et de la nutrition de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI). Avant de travailler à l'IFPRI, Aulo a travaillé en tant que chercheur à "Imperial College" (2009-2013), en tant qu'analyste des politiques à "UK

Collaborative on Development Sciences" (2007-2009) et en tant que statisticien au Programme Alimentaire Mondial de 2004 à 2007.

Selon vous, quels sont les principaux défis qui empêchent les pays d'améliorer et d'étendre les programmes d'alimentation scolaire basée sur la production locale (HGSF) en Afrique?

Réponses:

 **Arlene Mitchell** : Un exemple clé est le défi de la coordination des parties prenantes et des activités dans ces secteurs, ministères, lignes d'autorité, flux de financement et hiérarchies des priorités. Bien qu'elle soit nécessaire au succès des programmes HGSF, la coordination - en particulier la coordination interministérielle, entre pairs - peut être extrêmement difficile et nécessiter une supervision et un encouragement de la part des autorités de niveau supérieur. Au Ghana, par exemple, le bureau du Président a joué un rôle crucial au fil des années et le bureau du Vice-Président supervise les programmes HGSF du Nigéria. Un autre défi est lié à l'objectif de HGSF à acheter au moins une partie de la nourriture destinée aux repas scolaires auprès des petits producteurs. Cette nourriture doit être disponible en quantité suffisante pendant une année scolaire complète. La production alimentaire peut ne pas être possible dans certains endroits, ou pas en quantité suffisante. Les petits producteurs peuvent avoir peu ou pas d'expérience de la vente aux marchés destinés à ravitailler les écoles à cantine ; Les petits producteurs ont tendance à produire principalement pour faire face aux besoins de leur propre ménage. Pour accéder à ce dont ils ont besoin, les programmes d'alimentation scolaire ont donc des options limitées. Ils peuvent travailler directement avec un grand nombre de petits producteurs individuellement, en achetant de petites quantités auprès de chacun d'eux, ou ils peuvent travailler avec des organisations d'agriculteurs ou d'autres groupes tels que les coopératives qui peuvent gérer les relations avec les agriculteurs, l'agrégation, le stockage et la comptabilité. La première option peut être lourde et inefficace, mais la deuxième option peut également compliquer les choses. Voici quelques-uns des principaux défis techniques que nous constatons.

 **Aulo Gelli** : En plus de la réponse très perspicace d'Arlene, je dirais que les programmes pourraient bénéficier de l'élaboration de normes nationales qui définissent les exigences relatives aux services d'alimentation scolaire, y compris non seulement les normes alimentaires et nutritionnelles pour les repas, mais également les exigences relatives à l'achat de la nourriture et les services requis pour une exécution adéquate du programme. Ces normes pourraient fournir un ensemble d'objectifs de mise en œuvre qui pourraient ensuite être surveillés et ajustés au fur et à mesure que les programmes se développent. Un des objectifs pertinents pour le volet de production locale du HGSF est le pourcentage des besoins alimentaires totaux qui peuvent être achetés auprès des petits exploitants. Dans le récent essai randomisé de HGSF au Ghana et financé par la Fondation Bill & Melinda Gates, nous avons constaté qu'après 2 ans de mise en œuvre, les traiteurs achetaient environ 10 pour cent de leurs besoins alimentaires aux petits exploitants.

Et que savons-nous jusqu'à présent de l'impact potentiel des programmes HGSF sur l'éducation, la nutrition et le développement local ? Quelles preuves existent-il pour soutenir l'idée des avantages du HGSF pour la communauté scolaire et le pays dans son ensemble ?

Réponses:

 **Arlene Mitchell** : Les programmes d'alimentation scolaire sont traités comme une préoccupation internationale depuis au moins 60 ans, et il existe des données solides sur leurs avantages pour l'éducation, la santé et la nutrition. Cependant, le concept de l'alimentation scolaire basée sur la production locale en tant que priorité de développement est encore assez nouveau et relativement peu étudié. Les programmes HGSF a commencé à attirer l'attention il y a un peu plus de 15 ans, vers 2004, et il a fallu plusieurs années pour commencer à s'implanter. Grâce aux efforts du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, du Groupe de travail sur la faim du Programme du Millénaire pour le développement et du Programme alimentaire mondial (PAM), l'alimentation scolaire basée sur la production locale a été annoncée en 2004 comme une « victoire rapide » dans l'effort visant à réaliser de multiples Objectifs de développement du millénaire. Neuf pays africains s'étaient engagés à commencer à mettre en place des programmes d'alimentation scolaire basée sur la production locale jusqu'en 2006. En Afrique, le programme d'alimentation scolaire basée sur la production locale du Ghana a été l'un des premiers à démarrer dans cette période (2006) - et il a reçu une attention particulière dès le départ. C'est probablement encore l'exemple de HGSF le mieux étudié en Afrique. En termes de données plus récentes, je suis sûre qu'Aulo rendra compte de certains des travaux impressionnants de l'IFPRI sur le sujet, mais je partagerai ici quelques faits saillants qui ressortent de l'enquête mondiale de la Global Child Nutrition Foundation en 2019 sur les programmes d'alimentation scolaire reçue de 48 pays Africains. Ils révèlent que : la plupart des gouvernements veulent et investissent dans l'alimentation scolaire; les achats locaux améliorent la diversité des repas, ce qui est important pour la nutrition; l'alimentation scolaire - en particulier les programmes HGSF - crée des emplois et soutient les économies locales.

 **Aulo Gelli** : En plus de la réponse compréhensive d'Arlene, je dirais qu'il existe des preuves solides que les programmes d'alimentation scolaire améliorent l'éducation, la santé et la nutrition des enfants, et sont particulièrement efficaces pour les enfants les plus défavorisés; et en tant que tels peuvent être considérés comme des investissements pour « niveler le terrain de jeu ». On ne peut pas encore dire la même chose des avantages agricoles de ces programmes, car il n'y a qu'une seule étude qui a examiné cela de manière rigoureuse et dont le résultat n'a pas été concluant. Cependant, le résultat nul ne signifie pas que le programme n'a pas profité aux petits exploitants, pour plusieurs raisons décrites par Arlene. Nous avons besoin d'études plus ciblées qui examinent comment les achats peuvent être améliorés pour les petits exploitants, c'est sûr (et je ne le dis pas parce que je suis chercheur!).

Dans ce scénario, quelles seraient vos principales recommandations ou messages clés aux pays souhaitant poursuivre la mise à l'échelle du HGSF en Afrique ? Que doivent-ils prioriser ?

Réponses:

 **Arlene Mitchell** : Nous recommandons aux pays d'adopter une approche étape par étape lors de la mise en œuvre et de l'extension d'un programme d'alimentation scolaire basée sur la production locale (HGSF). Mettre en place des mécanismes de coordination intersectorielle / ministérielle et veiller à ce que chaque secteur comprenne comment le programme contribuera à la réalisation de ses objectifs. Fixer des objectifs réalistes pour les achats de denrées alimentaires dans les écoles dépendant de la production des petits producteurs, sur la base de produits pour lesquels les petits exploitants peuvent de manière réaliste produire suffisamment de surplus à vendre au programme. Mettre en place des systèmes d'achat et de paiement transparents qui tiennent compte de la capacité et des besoins des petits exploitants. Le plaidoyer est un autre aspect essentiel de la mise en œuvre et de l'expansion réussies d'un programme d'alimentation scolaire basée sur la production locale. Les parties prenantes doivent être régulièrement informées et consultées au fur et à mesure que le programme évolue; leurs commentaires doivent être recherchés et mis en œuvre.

 **Aulo Gelli** : Outre la réponse d'Arlene, je voudrais souligner que les investissements pour l'obtention de données de bonne qualité sont essentiels pour pouvoir gérer certaines des complexités que les programmes HGSF impliquent. Les données sur la performance des programmes peuvent également permettre aux parties prenantes de la communauté de contrôler les dépenses publiques.

L'intégralité de l'interview est à lire ici : [Arlene and Aulo Interview on HGSF](#) (interview complet disponible en anglais)



LES ÉCOLIERS DE CÔTE D'IVOIRE SOUTENUS PAR LE PAM EN CÔTE D'IVOIRE PENDANT LA COVID-19

Le 17 mars 2020, le Gouvernement Ivoirien a annoncé la fermeture des écoles en Côte d'Ivoire pour freiner la propagation de la COVID-19. Ce sont quatre millions d'enfants du niveau préscolaire et primaire qui ont été directement affectés. La fermeture des écoles a également privé un million d'enfants dans le pays de repas scolaires, dont les 125 000 enfants couverts par le programme d'alimentation scolaire du PAM financé par le programme McGovern-Dole International Food for Education and Child Nutrition Programme (MGD) du Département Américain pour l'agriculture (USDA). Par ailleurs, la fermeture des écoles a privé de nombreux élèves d'espaces sécurisés pour les enfants notamment pour les filles.

Ainsi, le Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (MENET-FP) et ses partenaires ont identifié des options alternatives d'apprentissage pour les élèves notamment des cours gratuits à la télévision, à la radio nationale et à travers les réseaux sociaux. Ces cours sont également dispensés à travers le site internet du MENET-FP et l'accent est mis sur les élèves en classe d'examen, à savoir le CM2, la 3ème et la Terminale.

Pour soutenir les efforts du Gouvernement, l'ONG AVSI – People for Development, partenaire du volet apprentissage de la lecture du programme d'alimentation scolaire du PAM, et conformément à sa vision (« Education ne peut pas attendre »), s'est joint à cette démarche en mettant l'accent sur l'école primaire rurale. Ainsi, en collaboration avec la Direction de la Pédagogie et de la Formation Pédagogique (DPFC), l'ONG a réalisé les activités suivantes :

- Sensibilisation à travers 24 radios locales pour la diffusion de 180 séances de cours, chacune, pendant 60 jours dans 7 régions.
- Réalisation de cours de rattrapage à la radio

dénommés « ma classe à la maison », qui ont permis de réaliser 100 capsules éducatives de cours de français du CP1 au CM2.

AVSI a en outre utilisé son réseau pour distribuer les enregistrements des cours et des outils nécessaires pour suivre les cours à distance et poursuivre la formation et le partage d'information aux enseignants bénéficiaires du financement MGD de l'USDA.

Cette intervention a permis de poursuivre la mise en œuvre du volet apprentissage du programme d'alimentation scolaire du PAM et de maintenir les acquis des niveaux de lecture des élèves du primaire.

À cette fin, le PAM, en collaboration avec la Direction des Cantines Scolaires (DCS) a réorienté les vivres disponibles sous forme de distribution spéciale de denrées sèches aux 125 000 élèves, en plus de kits sanitaires pour soutenir l'apprentissage des enfants et les ménages que la COVID-19 a accentué la vulnérabilité.

À la reprise des cours le 8 mai 2020, le PAM, à travers le groupe local des partenaires de l'éducation (GLPE), a contribué aux réflexions autour des mesures barrières en milieu scolaire. Les cantinières et gérants de cantines ont été dotés de masques de protection, pour un total de 3 678 masques.

Pour l'année scolaire 2020-2021, le programme d'alimentation scolaire reprend son cours normal, avec la distribution de repas chauds qui demeurent des facteurs de motivation pour le retour et le maintien des enfants à l'école.

Article rédigé avec la collaboration du bureau du PAM en Côte d'Ivoire





LE PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL (PAM), LE CENTRE D'EXCELLENCE RÉGIONAL CONTRE LA FAIM ET LA MALNUTRITION (CERFAM) ET LA BANQUE ALIMENTAIRE DE CÔTE D'IVOIRE (BACI) S'ENGAGENT À PROMOUVOIR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET À RÉDUIRE LE GASPILLAGE DE NOURRITURE DANS LE PAYS.

Afin de promouvoir la sécurité alimentaire et réduire le gaspillage alimentaire en Côte d'Ivoire, le PAM et le CERFAM ont signé avec la BACI un protocole d'accord le 21 août 2020 à Abidjan, avec pour objectif de permettre aux populations vulnérables d'avoir un accès facilité à la nourriture en cette période de COVID-19 et d'atteindre la Faim Zéro dans le pays. Le protocole d'accord a été signé par Issa Sanogo, directeur du CERFAM, Adeyinka BADEJO, représentante du bureau de pays du PAM en Côte d'Ivoire et Kignaman Soro, président de la BACI.

Ce partenariat entend permettre aux trois partenaires d'harmoniser leurs efforts et de maximiser leur impact en faveur des plus démunis, et contribuer ainsi aux efforts du pays pour réaliser l'ODD 2-Faim zéro.

A travers cette coopération, le PAM et le CERFAM expriment leur intention de collaborer dans le cadre de l'assistance technique afin de renforcer les capacités de la BACI en termes de logistique et de gestion de la chaîne d'approvisionnement, ainsi que la diffusion des bonnes pratiques qui seront documentées au cours de cette collaboration. Par ailleurs, les trois entités définiront des plans d'action et de suivi pour les quatre domaines de collaboration identifiée, dont les principales portent sur le renforcement des capacités en logistique et en gestion des entrepôts et des denrées alimentaires et la promotion de l'alimentation scolaire en collaboration avec les petits agriculteurs.

Le programme d'alimentation scolaire renforce la collaboration avec les agriculteurs à travers la

préparation de repas servis aux élèves avec des produits notamment le riz, les fruits et légumes, et autres ingrédients achetés localement.

Cela permet d'améliorer la nutrition des élèves et d'offrir aux agriculteurs la possibilité de produire davantage, de vendre leur production aux écoles, de réduire la pénibilité de l'écoulement, mais aussi d'améliorer la situation économique des membres des communautés locales, dont bon nombre travaillent à la préparation des repas servis.

Le rôle du CERFAM dans ce partenariat sera, entre autres, d'identifier, documenter et partager les bonnes pratiques, les leçons apprises et les impacts de l'expérience de développement et de mise à l'échelle, de faciliter l'accès et l'échange de connaissances entre la BACI et d'autres pays ayant des expériences similaires en Afrique.



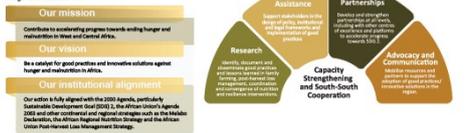
LES PUBLICATIONS DU CERFAM



Strategic Plan 2020 - 2024 at a glance

Who is CERFAM?
The Regional Centre of Excellence against Hunger and Malnutrition (CERFAM) is the result of the strategic partnership between the Government of Côte d'Ivoire and the UN World Food Programme (WFP) to support countries in the region and in Africa towards eradicating hunger and malnutrition.

Our offer of service is based on 4 pillars:



What is the state of food security in Africa?

- Only 34 countries ranked in the "medium" development category against 52 countries in the "low" development category out of 53 countries in the 2015 human development index. Over 258 million people did not have enough food to eat in 2018.
- An estimated 58.8 million children under five were stunted in 2018. Over 14 million children under five were wasted in 2017. About 46.3% of women of reproductive age suffered from anaemia in 2017.
- More than 42.2% of children under five suffered from anaemia during the same period. Out of 38.3 million overweight children in the world, 25% live in Africa.
- Food losses are estimated at more than 100 million metric tons per year of which post-harvest losses account for 37% of total agricultural production in Africa. Ecosystems and agro-food systems are increasingly vulnerable to shocks (droughts, floods and extreme weather events).



COMMUNICATION AND ADVOCACY STRATEGY

Strategic Orientation CERFAM's Communication and Advocacy strategy aims to support the promotion of good practices and innovative solutions for food security and nutrition, raise awareness among different stakeholders and support strategic and operational partnership building for Zero Hunger.

The main objectives of CERFAM communication are:

- 1 Raise the profile of CERFAM at local, regional and global level, and position the Centre as a player of reference in the know-how and documentation of good practices.
- 2 Strengthen, establish and mobilize strategic resources, partnerships and alliances to support current and future efforts by governments, and support sustainable solutions against hunger and malnutrition.
- 3 Increase the visibility of CERFAM and the initiatives undertaken by governments/countries, and communicate strategically on CERFAM's support to countries, emphasizing the positive and sustainable impact of actions/interventions on the populations.
- 4 Contribute to national, regional and global advocacy in the fight against hunger and malnutrition, by ensuring synergies and complementarities with partners.

Objectives

- 1 Contribute to strengthening the role of CERFAM to identify, document, promote and disseminate good practices at different levels, especially in Africa, and deploy expertise for the implementation of good practices through capacity building and South-South Cooperation.
- 2 Create and engage a network of influence by working closely with different stakeholders to ensure an exchange on good practices.
- 3 Extend the scope of CERFAM communication activities to the regions and global levels in order to obtain the support necessary to ensure contribute to solutions against hunger and nutrition.
- 4 Support the implementation of CERFAM's 2020 - 2024 Strategic Plan and influence policy and practices by engaging stakeholders.

Veillez appuyer sur Ctrl + clic pour accéder aux documents (disponibles en anglais)



Strategic Partnership Framework 2020 - 2022

The Strategic Partnership Framework (SPF) articulates the Regional Centre of Excellence against Hunger and Malnutrition (CERFAM) positioning, engagement and partnership in support to countries' efforts to accelerate progress towards Zero Hunger in Africa.

The SPF draws from key global and regional strategies and priorities - the Sustainable Development Goal 2030 Agenda, particularly SDG2 - Zero Hunger and the African Union's Agenda 2063. It is a dynamic overarching framework to guide CERFAM's partnership approach and work. It lays down robust foundations for partnering and incrementally develops a more tailored lens to fine tune its approach and guide its strategic positioning and resource mobilization efforts.

CERFAM Services Offering

- Partners for exchange the identify, document and disseminate good practices and lessons learned to zero hunger.
- A catalyst that facilitates the mobilization and deployment of expertise for the implementation of good practices against hunger and malnutrition through South-South cooperation and capacity building.

CERFAM's Unique Value Proposition

Support African countries accelerate progress towards Zero Hunger through a services offering that maximizes the impact of available local human resources.

CERFAM core strengths and capacities

Unique mandate	Geographic proximity and extensive networks	Catalyst and enabler
CERFAM is mandated to document and disseminate evidence-based good practices, innovations and innovations generated or adapted to the African context.	CERFAM has a presence on the field presence and proximity to governments, institutions and partners across Africa to support countries to deliver effective food and nutrition programmes.	CERFAM acts as a platform for "multiplier" existing initiatives but "facilitate" and create an enabling environment" to connect the elements with the offer to achieve Zero Hunger.
South-South and Triangular cooperation platform	Convening power	Reinforced complementarities
CERFAM serves as a platform for documenting, validating and disseminating knowledge. It facilitates all know-how to flourish in African countries across diverse solutions against hunger and malnutrition and strengthen capacity and mutual learning.	CERFAM acts as a forum for technical assistance, policy dialogue, advocacy and evidence-based leadership making at the continental and regional levels to advance the Zero Hunger agenda.	CERFAM leverages availability, access and utilization of regional, local and national experiences from various stakeholders to achieve and sustain shared objectives.



For strengthening capacities and South-South/ Triangular cooperation

- Our strategic goals**
- 1 Assist governments and partners to move forward in implementing the Sustainable Development Goal (SDG), especially SDG 2 (End hunger, achieve food security and improved nutrition and promote sustainable agriculture).
 - 2 Serve as a platform for sharing best practices and to facilitate the identification, documentation, exchange and implementation of solutions that have a real impact on hunger and malnutrition.
 - 3 Create and mobilize strategic partnerships to support the efforts and solutions against hunger and malnutrition.
 - 4 Contribute and advocate in the fight against hunger and malnutrition, by ensuring synergies and complementarities with partners.

Who are we?

The Regional Centre of Excellence against Hunger and Malnutrition (CERFAM) was born out of a partnership agreement between the government of Côte d'Ivoire and the World Food Programme (WFP). The role of CERFAM is to:

- 1 assist countries in Africa in implementing sustainable policies and programs that are aimed at addressing hunger and eradicating malnutrition in accordance with the United Nations 2030 Agenda and the African Union 2063 Agenda;
- 2 contribute in advancing the process of implementing the Sustainable Development Goal #2 (SDG 2) and to respond to the growing number of requests from governments to strengthen capacities, management and knowledge sharing, as well as South-South cooperation in the area of food security and nutrition.

MISSION

To contribute to furthering the progress of eradicating hunger and malnutrition in Central and West Africa.

VISION

To be a catalyst for best practices and innovative solutions against hunger and malnutrition in Central and West Africa.

STRATEGIC OBJECTIVE

To link smart and feasible actions to the existing knowledge and practices in order to translate best practices into opportunities to fight hunger and malnutrition in Central and West Africa.

Au revoir ISSA!

Monsieur Issa Sanogo, Directeur du CERFAM, a pris congé du Centre pour prendre fonction en tant que Coordonnateur résident des Nations Unies à Madagascar. Il assurera la coordination de l'équipe de pays des Nations Unies et la collaboration avec tous les partenaires pour accompagner le gouvernement de Madagascar dans son parcours vers l'atteinte des ODD.

L'équipe du CERFAM lui souhaite le meilleur.





"La COVID-19 est toujours présente. Bien se laver les mains, plusieurs fois par jour avec du savon et de l'eau, pendant 30 secondes, est un des gestes barrières à adopter pour l'éviter et minimiser le risque d'être contaminé".

CENTRE D'EXCELLENCE RÉGIONAL CONTRE LA FAIM ET LA MALNUTRITION

Cocody Ambassades, Angle Blvd Hassane II, Rue des Bougainvilliers, Lot 20

01 BP 1747 Abidjan 01 • Côte d'Ivoire

Tel: (+ 225) 22 54 85 85

Suivez-nous sur Twitter: [@WFP_CERFAM](https://twitter.com/WFP_CERFAM)

Visitez notre page Web: www.wfp.org/cerfam ou <https://www.wfp.org/publications/cerfam-newsletter> pour relire nos précédents bulletins.